

En 2018, la Belgique ne fournira que la moitié de l'effort budgétaire demandé par l'Europe

La Belgique a remis son «draft budgetary plan» à l'Europe. Qu'elle va devoir convaincre afin d'éviter, une fois de plus, la sanction budgétaire. Tout en espérant que d'autres fassent pire qu'elle.

BENOÎT MATHIEU

On le savait déjà: après avoir fait mine de resserrer – pour de bon! – la vis budgétaire, la Belgique s'est aventurée sur la voie d'un certain relâchement. Son nouveau credo: ne pas sacrifier la reprise économique sur l'autel rigoriste du retour à l'équilibre.

Une fenêtre s'était ouverte, début 2016, pour être assez précipitamment refermée. Un an plus tard, en avril 2017, le gouvernement fédéral franchissait pourtant le Rubicon: un budget à l'équilibre structurel (c'est-à-dire débarrassé des aléas de la conjoncture et des mesures «one shot»), ce serait finalement pour 2019, en lieu et place de 2018. Un lissage, on appelle ça.

Et puis, bouclé dans le cadre de l'accord politique estival arraché fin juillet, il y a ce budget 2018. Qui n'est guère le dossier sur lequel Michel a passé le plus de temps – ça se sent, disent les mauvaises langues. Et entre les lignes duquel il faut lire. Parce que le gouvernement affirme faire un effort de l'ordre de 0,6% du PIB. Soit, cela tombe bien, l'équivalent du minimum exigé par la Commission européenne.

Sauf que cela ne tombe pas si bien que cela. L'Europe demande une amélioration; Michel fournit un effort. Nuance. En livrant un effort de 0,6%, Michel n'améliore pas de 0,6%, parce qu'il doit notamment lutter contre des courants contraires, comme le poids grandissant des pensions. À l'époque, une première estimation – prématurée – fixait le progrès à 0,35% du PIB.

Revenir à l'équilibre? Injouable, avouait (enfin) Michel. Un abandon, on appelle ça.

2017 à la rescousse

Eh bien, le tout a été coulé dans le

projet de plan budgétaire remis à l'Europe. In extremis (comme toujours), parce que la limite était fixée

à la mi-octobre. La Belgique était la dernière à soumettre ce document.

Et que lit-on, dans ce «draft budgetary plan»? Qu'en 2017, le solde structurel du pays devrait atteindre -1,1% du PIB. Et, en 2018, -0,8% du PIB. Voilà, on y est: une petite amélioration tournant autour des 0,3% du PIB. Soit la moitié de ce que l'Europe attend. Mais si l'on intègre 2017 à la perspective, les progrès se chiffrent à «un bon 1% du PIB sur deux ans», argumente la Belgique.

Reste à convaincre l'Europe. Pas forcément gagné. Parce que le cru 2017 a déjà été appelé à la rescousse afin de faire oublier le dérapage de taille enregistré en 2016. Ensuite, parce que si le document met en valeur la réforme fiscale wallonne et la volonté de la nouvelle majorité d'accélérer l'allure sur la route menant le Sud du pays à l'équilibre, certaines Régions prennent des libertés avec le corset étriqué des règles budgé-

taires européennes. Ainsi, la Flandre sort-elle de son épure le pharaonique chantier anversoïse de la liaison Oosterweel. Bruxelles fait de même avec ses tunnels ou l'extension du métro.

Cela dit, la Belgique compte essentiellement sur deux facteurs afin de passer, une fois de plus, entre les gouttes. Le Fédéral vante son train de réformes: tax shift, refonte de l'Isoc ou pacte d'investissement, pour ne citer que celles-là. Et, secrètement, espère que d'autres pays feront encore moins bien qu'elle.

0,8%

En 2018, le déficit structurel de la Belgique devrait se fixer à 0,8% du PIB, contre 1,1% en 2017. Aux dernières nouvelles l'Europe tablait, elle, sur un déficit de 2% pour 2018.